

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 12/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PMC ISOCHEM

32 RUE LAVOISIER
91710 Vert-Le-Petit

Références : Helios : 63237

Code AIOT : 0006505094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement PMC ISOICHEM implanté SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 Vert-le-Petit. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection visait à faire le point quant aux écarts relevés lors des dernières inspections et l'action nationale travaux par points chauds.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMC ISOICHEM
- SITE IRCHA 32, rue Lavoisier 91710 Vert-le-Petit
- Code AIOT : 0006505094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Basée sur la commune de Vert-le-Petit, la société PMC ISOCHEM exploite un site industriel dédié à la chimie fine pour la fabrication d'intermédiaires et de principes actifs destinés à l'industrie pharmaceutique ainsi que la fabrication de vernis. Des activités de recherche et développement sont également présentes sur le site. Les fabrications se font en 5*8 et l'usine est en activité 7 jours/7, excepté pendant les arrêts d'été pour congés et les arrêts liés à la maintenance ou à des travaux. Le site emploie un peu plus de 100 personnes.

Au titre de la réglementation ICPE, ce site est classé SEVESO Seuil Haut et fait donc l'objet d'au moins une inspection par an par les services d'inspection ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
3	Situation administrative - Hydrazine	Lettre du 14/09/2020, article déclaration BA	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Parc à fûts H7 / Moyens d'intervention	Autre du 23/03/2023, EDD	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Parc à fûts H7 / Effets sortants PhD7	Autre du 23/03/2023, EDD	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Culture du risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Entretien des MMR face aux séismes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article art. 9 et 11	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
8	Consignes	Arrêté Ministériel	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	d'exploitation	du 04/10/2010, article 59		
9	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
10	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/	Sans objet
11	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	/	Sans objet
12	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
13	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
14	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	/	Sans objet
15	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'interroge quant à la gestion des alarmes au niveau des réacteurs et notamment quant au risque qu'une des alarmes puisse être considérée comme normale et n'appelant aucune action par le personnel présent alors qu'elle traduit un problème de fonctionnement effectif. À ce niveau, l'inspection pointe une gestion du risque à améliorer, et ce même si l'exploitant valorise du personnel compétent.

Les travaux sur les prises de terre sont à réaliser. Les études sont à poursuivre pour le stockage d'hydrazine ainsi que l'actualisation de l'étude de dangers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/01/2025

Prescription contrôlée :

La levée de l'ensemble des écarts devrait être formalisée lors du prochain contrôle de l'APAVE. Il conviendra que l'exploitant informe l'inspection quand il aura reçu le rapport associé à ce prochain contrôle (Obs 1.3)

Constats :

– Inspection du 15/10/2024 –

Par mail du 9 octobre 2024, l'exploitant a transmis :

- la vérification visuelle foudre en date du 15/9/24 réalisée par le bureau d'études APAVE : 5 observations dont 3 nouvelles
- le dossier d'exécution - levée de réserves réalisé par la société Alsacienne de Paratonnerres en date du 19 août 2024 qui lève les non conformités NC 3748 et NC 7896
- le courrier de la société Eiffage stipulant la levée de réserve pour la NC 3437

2 observations restent à lever portant sur la même thématique :

NC 6634 (ancienne observation) : Refaire la prise de terre de façon à ce qu'elle soit inférieure à 10 Ohms (PDT7)

NC 5647 (nouvelle observation) : Refaire la prise de terre de façon à ce que la valeur soit inférieure à 10 Ohms (PDT3)

Lors de la visite, l'exploitant déclare que la levée de réserve sur ces 2 points est en cours.

L'exploitant est tenu de transmettre les levées de réserve sur la NC 6634 et NC 5647 sous un délai de 3 mois afin de lever la non-conformité.

– Inspection du 13/11/2025 –

L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à la réfection des prises de terre du PDT7 et PDT3. Il indique qu'il peut y avoir des variations de valeurs selon la période de l'année.

L'exploitant indique que la responsabilité de la gestion de ces opérations relève du service de maintenance et précise que les actions demandées n'ont, à ce jour, pas encore été réalisées, en raison notamment de contraintes liées aux effectifs. Le service maintenance doit faire venir des prestataires pour procéder à ces opérations. Il y a eu un problème interne quant au niveau du suivi de cette non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 1 : L'exploitant est tenu de justifier à l'inspection les levées de réserve sur les NC 6634 et NC 5647 relatives à la réfection des prises de terre PDT7 et PDT3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Entretien des MMR face aux séismes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 9 et 11

Thème(s) : Risques accidentels, Séisme

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/01/2025

Prescription contrôlée :

Article 9 (définitions) :

[...] Équipement critique au séisme = équipement dont la défaillance en cas de séisme conduit à des phénomènes dangereux susceptibles de générer des zones de dangers graves (au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) en dehors des zones sans occupation humaine permanente hors des limites de propriété du site. [...]

Article 11 (plan de visite) :

L'exploitant élabore et met en œuvre un plan de visite des équipements critiques au séisme identifiés dans l'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 du Code de l'environnement.

Ce plan a pour objectif de s'assurer de l'intégrité des équipements et de la qualité de leurs ancrages et fixations. Les contrôles effectués dans le cadre de la section I du présent arrêté, ou effectués au titre de la réglementation applicable aux équipements sous pression, valent contrôles au titre du présent article. Ce plan peut être élaboré sur la base de guides techniques reconnus par le ministère chargé de l'environnement.

L'exploitant réalise la maintenance nécessaire lors de la mise en œuvre de ce plan.

Le plan de visite, le bilan des visites et des suites qui leur ont été données sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan est élaboré au plus tard :

- au 1er janvier 2020 pour les installations existantes ;
- à la mise en service de l'installation pour les installations nouvelles.

Page 169 (§ 9.2.2.3) de l'EDD :

Page 455 EDD :

Identification équipement critique au séisme → local dépotage phosgène avec PhD 9bis / 9ter (fuite phosgène local dépotage avec défaillance MMR avec rejet 10 minutes 23kg / bouteille 44kg)

Constats :

– Inspection du 15/10/2024 –

Lors de la visite du 20 octobre 2023, le constat suivant avait été effectué :

"Conformément à l'article 11 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, la vérification de l'intégrité des équipements et de la qualité de leurs ancrages et fixations peut être intégrée dans le cadre du PM2i; il convient néanmoins :

(i) d'expliquer davantage les contrôles à réaliser à ce titre dans les fiches de routine et les critères de déclenchement d'actions correctives associés,

(ii) de réaliser ces contrôles sur la partie de canalisation double enveloppe aérienne ou, le cas échéant, d'en justifier l'impossibilité et de proposer des mesures compensatoires.

En complément, l'exploitant se positionnera sur l'identification en tant qu'"équipement critique au séisme", des barrières de sécurité intervenant dans les scénarios accidentels PhD 9bis et 9ter de l'étude de dangers (e.g. détecteurs, colonne d'abattage, vannes, sécurité température avec vidange du bain-marie, utilité électrique associée, etc.). Le cas échéant, l'exploitant élabore et met en œuvre un plan de visite relatif au séisme pour ces équipements."

Par mail du 10 octobre 2024, l'exploitant a transmis les fiches de routine de vérification associées au tableau récapitulatif de la mesure des épaisseurs des canalisations (cf fiche n°2).

Par mail du 14 octobre 2024, l'exploitant a transmis un rapport provisoire du bureau d'études Anteagroup en date du 14/10/24 transmettant des éléments de réponse relatifs à l'identification des installations du site considéré comme "équipement critique au séisme" donnant lieu à l'élaboration d'un plan de visite relatif au séisme.

Les conclusions de ce rapport provisoire indiquent que seul le flexible de raccord entre la bouteille et la canalisation de distribution de phosgène est défini comme Équipements Critiques au Séisme conformément aux exigences de l'arrêté du 4/10/2010.

L'inspection constate que l'exploitant répond aux attentes (i) et (ii) de la conclusion des constats réalisés lors de la visite du 20 octobre 2023.

L'inspection acte que le seul équipement critique au séisme (ECS) identifié et répondant aux exigences de l'arrêté du 4 octobre 2010 est le flexible entre la bouteille et la canalisation de distribution de phosgène.

L'exploitant est tenu de transmettre sous un délai de 3 mois le plan de visite de l'ECS identifié conformément à l'article 11 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

– Inspection du 13/11/2025 –

L'exploitant a présenté le plan de visite du flexible entre la bouteille et la canalisation de distribution de phosgène et intègre la canalisation de distribution.

Ce plan a pour objectif de s'assurer :

- de l'intégrité des équipements
- de la qualité de leurs ancrages et fixations.

L'inspection constate la mise en place de ce flexible lors de la visite au sein du bâtiment E. L'exploitant fait part de ses interrogations quant à la pertinence de cette exigence au regard de l'activité sismique du bassin francilien. L'exigence réglementaire ainsi que l'identification du flexible comme équipement critique au séisme dans l'étude de dangers de l'exploitant ont été rappelées à ce dernier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative - Hydrazine

Référence réglementaire : Lettre du 14/09/2020, prise d'acte du bénéfice de l'antériorité

Thème(s) : Risques accidentels, Quantité hydrazine

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2025

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à la rubrique 4733 – 1 :

"Cancérogènes spécifiques suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyl, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, hydrazine, 2 naphthylamine et/ou ses sels, 4 nitrodiphényle et 1,3-propanesultone."

La quantité autorisée sur le site au titre de cette rubrique est de 8t sur le site.

À noter que la quantité est calculée sur la quantité totale des produits contenant une de ces substance dont la concentration en poids est supérieure à 5 %.

Constats :

– Inspection du 15/10/2024 –

Par courrier en date du 21 août 2024, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance relatif à la modification de la quantité d'hydrazine sur l'installation.

Par courrier du 27 septembre 2024, l'inspection a transmis sa demande de compléments.

L'inspection est dans l'attente des réponses aux demandes de compléments formulées dans le courrier du 27 septembre 2024. Elle rappelle à l'exploitant qu'un dossier de porter à connaissance doit être un document autoportant. De plus, il est attendu que l'exploitant réalise une mise à jour de son EDD induite par les modifications relatives aux quantités d'hydrazines présentes sur le site.

L'inspection s'interroge sur la dilution de l'hydrate d'hydrazine lors de sa mise en déchets.

– Inspection du 13/11/2025 –

L'exploitant n'a pas encore transmis d'éléments en réponse aux demandes de compléments transmises par l'Inspection. Il indique avoir bien avancé avec son prestataire ANTEA pour préparer les éléments de réponse. Suite à une première analyse, l'exploitant a revu l'emplacement projeté des stockages d'hydrazine pour voir s'il était possible de maintenir les effets des phénomènes dangereux liés à ces stockages dans les limites du site. Il confirme que le site ne stocke pas

d'hydrazine pour le moment.

L'exploitant indique que la dilution de l'hydrazine lors de sa mise en déchets est nécessaire dans le cadre de la réglementation de transport (ADR).

Enfin, l'exploitant rappelle les échanges antérieurs avec l'inspection relatifs au statut applicable à l'hydrazine, en fonction de son conditionnement et de la teneur en substance au sein des fûts, celle-ci étant considérée comme déchet ou comme matière première à partir d'une concentration en poids en hydrazine supérieure au seuil de 5 %.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 2 : L'inspection est dans l'attente des réponses aux demandes de compléments formulées dans le courrier du 27 septembre 2024. Elle rappelle à l'exploitant qu'un dossier de porter à connaissance doit être un document autoportant. De plus, il est attendu que l'exploitant réalise une mise à jour de son EDD induite par les modifications relatives aux quantités d'hydrazine présentes sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Recherche de PFAS

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. [...]

Constats :

– Inspection du 15/10/2024 –

L'exploitant déclare que la commande relative à la campagne de recherche de PFAS a été signée et que le bureau d'études SOCOTEC devrait lancer les prélèvements dans le courant du mois de novembre.

L'exploitant est tenu de transmettre les résultats de la campagne de recherche des PFAS sous un délai de 4 mois.

– Inspection du 13/11/2025 –

L'exploitant a transmis les rapports d'essai sur 24 heures dans les eaux résiduaires sur deux points de prélèvement par SOCOTEC :

- du 29/01/2025 n°RP 2412726
- du 3/03/2025 n°RP2501008
- du 31/03/2025 n°RP2502104

<p>Sur le point n°1, les valeurs en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DCO variant de 6,5 à 16,4 mg O₂/l • MES variant de 2,67 à 4,40 mg/l • COT variant de 1,3 à 7,2 mg/l 	<p>Sur le point n°2, les valeurs en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DCO variant de 5 à 12 mg O₂/l • MES variant de <2 à 3,30 mg/l • COT variant de 1,5 à 2,9 mg/l
<ul style="list-style-type: none"> • Fluorures de 0,33 à 1,03 mg/l • Somme des composés perfluorés de 0,013 à 0,39 µg/l • Acide sulfonique de perfluorooctane de <0,01 à 0,124 µg/l • PFOS de <0,01 à 0,124 µg/l • PFOA de <0,01 à 0,030 µg/l • PFBA de <0,01 à 0,026 µg/l • PFHxA de <0,01 à 0,058 µg/l • PFPeS de <0,01 à 0,026 µg/l • PFBS de <0,01 à 0,029 µg/l • PFHpS de <0,01 à 0,016 µg/l • PFHxS de <0,01 à 0,081 µg/l 	<ul style="list-style-type: none"> • Fluorures de 0,32 à 0,83 mg/l • AOF de <2 à 2,4 µg/l • Somme des composés perfluorés de 0,011 à 0,342 µg/l • Acide sulfonique de perfluorooctane de <0,01 à 0,225 µg/l • PFOS de <0,01 à 0,225 µg/l • PFOA de <0,01 à 0,013 µg/l • PFHxA de <0,01 à 0,018 µg/l • PFPeS de <0,01 à 0,015 µg/l • PFBS de <0,01 à 0,018 µg/l • PFHpS de <0,01 à 0,016 µg/l • PFHxS de <0,01 à 0,071 µg/l

L'exploitant répond à la demande.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Parc à fûts H7 / Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Autre du 23/03/2023, EDD

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/02/2025

Prescription contrôlée :

Dans l'EDD, les moyens d'intervention constituent la troisième et dernière barrière de sécurité.

Différents moyens sont décrits dans l'EDD (page 461) :

- 750 kg d'absorbant au magasin H1
- 4 extincteurs / 9 kg poudre ABC
- 2 extincteurs / 50 kg poudre ABC
- 3 poteaux incendie (n°9, 3 et 4)
- 3 sorties 12 bar en DN 1000 : bât B
- Murs coupe feu 4h pour protection H6 et P2
- Canon à mousse mobile / 2 m3 émulseur
- Détection flammes / Sirène à proximité
- Report d'alarme sur GTC et téléphone chef de quart

Constats :

– Inspection du 15/10/2024 –

Par mail en date du 10 octobre 2024, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de la détection incendie en date du 25/09/2024 réalisé par la société SIEMENS (Rapport n°6LB_0630012628_202408_PM_20240926163634). Le rapport indique que la maintenance préventive SSI et extinction a été réalisée et que 100 % des organes de détection au contrat ont été vérifiés.- la vérification de l'alarme local SSI alarme incendie Parc H7. Le rapport conclut au bon fonctionnement des organes de détection et systèmes et reprises des informations techniques. Le Q7 a été délivré le 29/9/2024.

Lors de la visite, l'inspection constate la présence du canon à mousse. Ce canon est constamment branché au poteau incendie afin de permettre une utilisation immédiate (besoin uniquement d'ouvrir le poteau incendie pour faire fonctionner le canon à mousse).

Ce canon à mousse est mis en fonctionnement une fois par mois. L'exploitant déclare que l'ensemble du personnel est formé à l'utilisation de ce canon à mousse.

Pour autant, l'exploitant ne trace pas cette formation. **L'exploitant devra éditer une liste du personnel formé à l'utilisation du canon à mousse reprenant la date de la dernière formation ainsi que le suivi en interne des vérifications du canon à mousse sous un délai de 3 mois.**

L'inspection note la présence d'extincteurs à poudre 50 kg et de matériels absorbants à proximité du parc H7.

Par mail du 24 octobre 2024, l'exploitant a transmis :

- la dernière vérification des extincteurs réalisée par la société CHUBB réalisée le 6 février 2024
- le rapport de vérification des poteaux incendie réalisée par la société CHUBB en date du 7 mars 2024.

– Inspection du 13/11/2025 –

L'exploitant indique que le canon à mousse n'est pas soumis à contrôle réglementaire notamment du fait qu'il n'y a pas de pièce d'usures et pas d'électricité. L'exploitant précise par ailleurs qu'aucune traçabilité n'est actuellement assurée concernant la vérification du bon fonctionnement du canon à mousse. Il indique que cet équipement fonctionne uniquement sous la pression du réseau d'eau.

L'exploitant indique que l'ensemble des équipiers de seconde intervention (ESI) a été formé au CNPP et bénéficie d'un recyclage tous les trois ans. En outre, il précise que des journées ESI sont

organisées en interne, permettant notamment la formation des équipiers à l'utilisation du canon à mousse.

L'inspection a assisté à une démonstration du déploiement du canon à mousse. Le test est concluant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 3 : L'exploitant transmettra la liste des équipiers de seconde intervention ainsi que les éléments attestant du suivi de leur formation au CNPP.

NC 4 : Au vu que le canon à mousse est valorisé dans l'étude de danger comme moyens d'intervention, ce dernier doit être testé et une traçabilité des essais de bon fonctionnement doit être assurée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Parc à fûts H7 / Effets sortants PhD7

Référence réglementaire : Autre du 23/03/2023, EDD

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des effets sortants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 12/11/2025

Prescription contrôlée :

Demande de compléments DRIEE 2019

" Mesures techniquement et économiquement acceptables à mettre en place pour éviter les effets sortants."

Constats :

– Inspection du 15/10/2024 –

Depuis 2019, une détection incendie avec report d'alarme sur le téléphone du chef de quart et un canon à mousse ont été installés sur le parc H7. Ces aménagements permettent de réduire le temps d'intervention des ESI sur le parc H7 en cas d'incendie.

L'EDD mise à jour de 2023 expose le phénomène dangereux PhD7 "Incendie de la rétention du parc à fûts H7" comme un phénomène dangereux avec des effets sortant. Le positionnement de ce phénomène dangereux dans la grille de criticité est dans la case MMR Rang 2.

À la lecture du nœud papillon NP2, relatif à ce phénomène dangereux, la mise en place de détecteurs n'a pas été considérée comme une MMR, ni comme une barrière de sécurité. L'inspection note également que "l'apport de source d'ignition" a une probabilité de 1.

Aussi, l'inspection invite l'exploitant à revoir les hypothèses de calcul conduisant à la cotation du phénomène dangereux PhD7 afin que celles-ci prennent en compte les nouveaux aménagements (détection) et soient plus réalistes.

Cette demande sera reprise dans l'arrêté préfectoral en cours de rédaction actant la dernière étude de danger.

– Inspection du 13/11/2025 –

L'exploitant indique que la mise à jour de l'étude de dangers tiendra compte de cette demande.

En particulier, il sera ajouté à l'étude le sujet Hydrazine et la révision de la cotation en probabilité du phénomène dangereux PhD7. L'exploitant ne s'engage pas sur la date de remise de la nouvelle version de l'étude.

A noter, l'inspection reprendra le travail en cours sur la rédaction d'un arrêté préfectoral faisant suite à l'instruction de l'étude de dangers de 2023 et à sa mise à jour à réception de dernière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 5 : L'inspection est en attente de la mise à jour de l'étude de dangers tenant compte de la modification de cotation du phénomène PhD7.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

L'exploitant présente les plans des zones ATEX classées selon les zones Z1 et Z2 (dont les éléments figurent au sein du DRPCE - document relatif à la protection contre les explosions) ainsi que le plan ETARE. Dans ce dernier un code couleur permet d'identifier les zones de stockages, les zones

de production et les zones de déchets.

L'exploitant indique que les consignes applicables dans ces zones sont formalisées au sein de plusieurs documents, notamment les notices de poste et les consignes générales.

Pour le personnel interne, le personnel est formé par le service HSE sur tous les aspects sécurité du site. Il y a ensuite une formation continue en interne et il y a également l'accueil au poste de travail par le service de production. La personne arrive sur le poste de travail avec un référent qui travaille en binôme avec elle jusqu'à ce qu'elle soit considérée comme autonome. Il y a un second accueil de sécurité quelques mois après son arrivée afin de rappeler les consignes.

Chaque travailleur dispose à cet effet d'un livret de formation individuel. L'inspection a consulté, par sondage, les livrets de formation de deux travailleurs.

Des modules de formation autonome sont proposés au personnel. L'exploitant indique que, chaque mois, un service réalise un « quart d'heure de sécurité » au sein de son équipe. La dernière session était consacrée à la sensibilisation au plan d'opération interne (POI). Il précise que le service HSE est responsable de l'élaboration et de la mise à disposition des supports annuels associés.

Il y a 140 formations par an.

L'exploitant a présenté la fiche d'accueil HSE du 02/10/2024.

Pour les intervenants extérieurs, il y a un accueil de sécurité au poste de garde.

Il y a un plan de prévention pour chaque entreprise en début d'année ou au fur et à mesure selon les entreprises identifiées. Il s'agit d'un document généraliste.

L'exploitant a présenté le plan de prévention pour la maintenance préventive sur RC1e (calorimètre) et DSC822 (stabilité des milieux et des composés à la température) et leurs périphériques (outils pour faire les études de sécurité avant la mise en production ou au pilote) pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026. Le plan de prévention indique que 2 personnes seront présentes sur le site. Il est précisé dans le plan si une sous-traitance est prévue (mention : déclaration obligatoire). L'inspection préalable commune des lieux de travail et de leurs installations a été réalisée le 06/11/2025 selon la date de signature des documents présentés.

L'exploitant a présenté le permis de travail du 6 et 7 novembre 2025 s'inscrivant dans le cadre de ce plan de prévention. La description correspond à ce qui est indiqué dans le plan de prévention. Il y est mentionné les risques liés à l'opération et les mesures de sécurité. A noter, les travaux associés à ce permis ne sont pas encore finis, ils sont en phase de tests .

L'exploitant indique qu'il signe le bon d'intervention du prestataire à la fin des travaux.

S'il s'agit d'une nouvelle installation, la réception des opérations se fait via un procès-verbal de visite d'installation avant mise en service (VAMES). Certaines demandes d'intervention ne passent pas par le service maintenance (jardinier, contrôle souris). Dans ce cas, une demande de travail pour intervention passe par le service HSE.

Cette demande donne lieu à un permis de travail (interne ou externe). La demande de travail vaut permis de travail interne. Il apparaît que la réception de travaux est bien tracée sur la demande de travail, qu'elle soit réalisée en interne ou par des intervenants extérieurs.

L'exploitant a présenté la demande de travail n°130963 du 05/05/2025. La réception de travaux indique « démontage de la soupape verre nettoyage et remontage. Le test pression conforme est réalisé en date du 06/05/2025 ».

Dans le cas d'une intervention par une entreprise extérieure, l'analyse des risques est faite dans le

cadre du plan de prévention avec l'entreprise extérieure. Tous les jours de l'intervention, il y a un permis de travail qui est établi où sont statué les permis supplémentaires nécessaires pour l'intervention. Le permis feu nécessaire à J+3 ne sera fait qu'à J+3.

Par ailleurs, lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence d'un affichage de zone ATEX et de l'interdiction du téléphone dans la zone de chargement camion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque 1 : Il pourrait être judicieux d'ajouter une case à cocher sur le plan de prévention, pour s'assurer que le personnel qui intervient effectivement le jour des travaux dispose bien des certifications nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :

[...]

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

Constats :

La gestion des interventions de maintenance est encadrée par une procédure dédiée (procédure VLP 135-8), révisée en date du 5 décembre 2023. Cette procédure a pu être observée par l'inspection. Cette procédure intègre l'obligation du permis d'intervention.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : Cf. voir constat de la fiche n°11
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]
Constats : L'exploitant précise qu'un plan de prévention, intégrant une analyse des risques et établi avec le responsable d'intervention de l'entreprise extérieure, est mis en place. En complément, un permis de travail assorti d'une analyse de risques est établi quotidiennement pour chaque intervention, incluant, le cas échéant, la délivrance d'un permis de feu pour les opérations concernées le jour même. Toutefois, ce dispositif ne permet pas de garantir que le permis de travail a été vérifié et validé nominativement par l'intervenant de l'entreprise le jour de l'intervention (cf remarque 1). L'inspection prend connaissance d'une trame d'un plan de prévention complété. Elle relève que l'analyse des risques figurant dans le plan de prévention établi pour chaque entreprise demeure relativement générale. Ce plan, transmis annuellement à chaque entreprise, ne permet pas de caractériser précisément les risques propres aux interventions réalisées. Les inspecteurs consultent notamment le dernier plan de prévention établi avec la société METTLER TOLEDO SAS, couvrant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, ainsi qu'un

permis de travail en date du 6 novembre 2025.

L'exploitant précise que toute demande de travaux fait systématiquement l'objet d'une demande de travail transitant par le service maintenance. En cas d'intervention d'une entreprise extérieure, cette demande donne lieu, selon la nature de l'opération, à l'établissement d'un permis de travail.

L'exploitant indique que certaines interventions d'entreprises extérieures peuvent néanmoins être réalisées sans demande préalable du service maintenance, uniquement sur la base d'un permis de travail, dès lors qu'elles ne portent pas sur des équipements.

Enfin, l'exploitant indique qu'une revue de la GMAO, actuellement déployée à l'échelle multi-sites, et qui a notamment vocation à tracer l'ensemble des travaux effectués par des entreprises extérieures ou en interne fait l'objet d'un projet de refonte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque 2 : L'exploitant précisera le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de la refonte de la GMAO permettant notamment de tracer l'ensemble des interventions réalisées sur le site en interne et en externe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention

Prescription contrôlée :

Article R.4512-8 du Code du travail

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
3. Les instructions à donner aux travailleurs ;
4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Constats :

Le plan de prévention des risques précise :

. l'analyse des risques spécifiques liée à l'intervention avec la nature du risque et les mesures de prévention.

- les mesures générales de sécurité où sont précisés les matériels de travail,
- les exigences environnementales sont précisées et le personnel doit se rendre au service HSE pour renseigner le registre sécurité.

Il apparaît que l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et

la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ne sont pas suffisamment explicités dans ce plan de prévention.

L'exploitant a présenté l'articulation existante entre le plan de prévention et le permis de travail (cf. fiche de constat n°12). Il indique que le risque lié à la co-activité est repris dans le permis de travail.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque 2 : Il conviendrait que l'exploitant complète son plan de prévention avec :

- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
- l'information relative à la personne en charge la gestion de la co-activité pendant la phase de travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

L'exploitant indique que le permis feu est systématiquement délivré, et ce, au-delà des seules zones ATEX.

L'inspection a consulté la procédure « Permis feu », révisée le 22 octobre 2025. Une attestation de permis feu, datée du 4 novembre 2025, a également été examinée. Celle-ci concerne une intervention sur les installations P2 et P5, relative à la maintenance d'une pompe de prélèvement d'air respirable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : [...] - lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
Constats : Dans le plan de prévention, il y a une déclaration obligatoire de sous-traitance. L'exploitant a présenté le modèle de déclaration. Ce modèle ne permet pas de s'assurer de l'habilitation/qualification des personnes intervenantes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Remarque 3: Il conviendrait que le modèle de déclaration de sous-traitance intègre l'habilitation/qualification des personnes intervenantes (nominativement identifiées).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Un accueil sécurité est assuré à l'entrée du site. Cet accueil est obligatoire pour l'ensemble des personnes accédant au site et consiste dans le visionnage d'une vidéo et le remplissage d'une check-list. Cet accueil sécurité est renouvelé annuellement pour les intervenants extérieurs. Le poste de garde dispose d'un tableau avec les différentes dates de formation. Les intervenants extérieurs ne sont pas chargés de la mise en œuvre des moyens de lutte contre

l'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats :

L'exploitant indique qu'une vérification est réalisée à l'issue des travaux.

Dans le permis feu, il y a une coche pour réaliser une ronde toutes les 2h.

L'exploitant mentionne qu'un formulaire distinct « réception de travaux » est utilisé afin de formaliser la fin des interventions. L'inspection relève qu'il n'existe pas de suivi centralisé des bons de réception de travaux, ceux-ci étant signés directement par le prestataire.

L'exploitant indique que la refonte de la GMAO permettra d'intégrer le suivi des fins de travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Culture du risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des alarmes

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

Les inspecteurs ont visité les zones suivantes : la zone de stockage des produits finis (zone H6), l'atelier de fabrication et la zone de dépotage camion.

Lors de la visite de l'atelier de production, trois réacteurs présentaient des alarmes :

- **R3** : alarme 5 déclenchée, mesure compensatoire VP 75, (problématique de radar en panne) ;
- **R10** : défaut général, problème de vanne bloquée (demande de travaux sur la vanne 4052), refroidissement d'urgence ;

- **R12** : alarme visuelle (verrine orange qui clignotait), 26 alarmes nécessitant un acquittement, avec des niveaux de priorisation différents.

Les deux réacteurs R10 et R12 sont à l'arrêt selon l'exploitant. Il précise que la vanne 429.79 est en discordance et qu'une demande de travaux a dû être formalisée.

L'exploitant indique que le matériel étant ancien, certains déclenchements d'alarme peuvent survenir sans correspondre à un niveau de gravité élevé. En particulier, le gyrophare s'allume systématiquement quand l'opération nécessite l'utilisation du distillateur au niveau du réacteur R3 (la vanne est fermée). Il indique qu'il n'y a pas de solution technique à l'heure actuelle pour modifier le déclenchement.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que la répétition fréquente des alarmes et leur acquittement sans engager systématiquement une action corrective tracée peut conduire à un défaut de culture du risque pouvant retarder la détection d'incidents critiques et compromettre la sécurité des installations.

Par ailleurs, les alarmes sont valorisées dans le cadre de l'étude de dangers à des fins de réduction de la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux. Si ces alarmes ne fonctionnent pas correctement alors elles ne sont plus valorisables en tant que telles.

L'exploitant a présenté la fiche de demande d'intervention relative à la mesure compensatoire VP 175 sur la vanne XV338-03. Cette vanne qui dirige vers le pot de reflux est bloquée en position fermée. La vanne XC338-04 est quant à elle bloquée en position ouverte. Elle dirige vers le décanteur. Un nouvel actionneur pour la vanne a été commandé. La campagne de production en cours dure 12 jours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

NC 6 : Même si l'exploitant valorise un personnel compétent pour suivre les alarmes du système de production, l'inspection considère que la gestion des alarmes au sein de l'atelier de production n'est pas satisfaisante. Ces alarmes sont valorisées dans la stratégie de réduction de risques (étude de dangers) comme permettant une détection précoce d'un incident pouvant mener à un accident majeur (décote en probabilité) voire comme permettant de supprimer l'accident majeur. Or, l'inspection a constaté que plusieurs alarmes étaient déclenchées sans que ne soit interrompu le process de production.

Il est demandé à l'exploitant :

- de lister l'ensemble des défauts du système à date ainsi que les mesures compensatoires mises en place,
- de corriger l'ensemble des défauts du système induisant des alarmes,
- de lister les situations dans lesquelles les alarmes se déclenchent en situation normale de fonctionnement en explicitant les raisons du déclenchement,
- de proposer une solution technique permettant de remédier au déclenchement des alarmes en situation normale de fonctionnement et en dehors de tout dysfonctionnement,
- justifier les consignes formalisées à l'attention du personnel afin de leur permettre de discriminer les différentes alarmes et de détecter très rapidement tout incident critique susceptible de compromettre la sécurité des installations

Il convient par ailleurs que les situations dans lesquelles l'opérateur est autorisé à acquitter les alarmes soit formalisé ainsi que les situations dans lesquelles une action rapide de l'opérateur doit être exécutée en cas de déclenchement d'une alarme permettant de détecter un incident critique pouvant mener à un accident majeur.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

